

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 avril 2005

PROPOSITION DE LOI

**sur le référendum dans l'entreprise
et dans le secteur public**

(déposée par Mmes Annemie Turtelboom et
Hilde Vautmans et M. Miguel Chevalier)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 april 2005

WETSVOORSTEL

**betreffende het referendum in de
ondernemingen en in de overheidssector**

(ingediend door de dames Annemie
Turtelboom en Hilde Vautmans en
de heer Miguel Chevalier)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

MOT : Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

MOT : Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi DOC 50 0159/001.

La présente proposition ne remet pas en cause le droit de grève: elle repose sur le principe selon lequel la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres. Outre le droit de grève, il faut également reconnaître et protéger la liberté de ne pas faire grève. En d'autres termes, la liberté de faire la grève n'est pas synonyme de liberté d'imposer la grève.

Or, il arrive que ceux qui poussent à la grève usent d'intimidation pour forcer ceux qui pensent que le mouvement n'est pas opportun, à y participer quand même. Pour ce faire, ils n'hésitent pas à recourir même à certaines formes d'intimidation physique.

Dans certains services, notamment de la fonction publique, l'on peut même craindre de déplaire à ses chefs en refusant de faire grève. Les réticences à participer à une action de grève sont donc souvent inexprimées. Elles peuvent trouver leur explication dans le fait que l'on peut juger l'action de grève prématurée à un moment où des négociations permettraient encore d'en faire l'économie; parfois, c'est l'objectif même de la grève qui explique ces réticences, par exemple parce qu'il est politique et déterminé par des considérations d'intérêt personnel, d'idéologie ou de parti. Il arrive aussi que les objectifs soient jugés bons, mais insuffisants pour valoir une grève, en tout cas si elle risque d'être longue, en raison des sacrifices que celle-ci comporte et du danger qu'elle présente de destruction de l'outil et, par conséquent, de l'emploi.

Cependant, il peut aussi se faire que l'employeur ou le gouvernement combattent une grève en affirmant sans preuve ni indice sérieux qu'elle n'est voulue que par une minorité des grévistes, qui terrorise et manipule les indécis et les opposants.

Il n'y a qu'une chose à faire pour savoir si une grève est effectivement suivie en toute liberté ou non : c'est de consulter les intéressés, en leur garantissant la sécurité quel que soit le résultat de cette consultation. Et c'est une telle consultation que la présente proposition entend régler.

Elle n'impose pas cette consultation pour toute grève, mais elle prévoit la possibilité de l'organiser. Elle n'a aucun rapport avec les propositions qui, dans certains pays, tendent à imposer des votes au scrutin

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel herneemt de tekst van wetsvoorstel DOC 50 0159/001.

Het onderhavige wetsvoorstel wil in geen geval de vrijheid van staking aantasten : het gaat uit van het principe dat de vrijheid van de een ophoudt waar de vrijheid van de ander begint. Naast de vrijheid van staken moet ook de vrijheid om niet te staken worden erkend en beschermd. Met andere woorden, vrijheid van staken is niet gelijk aan de vrijheid om een staking op te leggen.

Het komt echter voor dat degenen die een staking propageren, intimidatie gebruiken om anderen, die de betrokken actie niet opportuun achten, te dwingen er alsnog aan deel te nemen. Daarbij worden ook vormen van lichamelijke intimidatie aangewend.

In sommige diensten, onder andere in de openbare sector, kan men vrezen zijn chefs te ontstemmen als men een deelname aan een staking weigert. De weerstanden tegen een staking komen dus in vele gevallen niet tot uiting. Ze kunnen verklaard worden doordat men de staking voorbarig acht op het ogenblik dat onderhandelingen de staking nog zouden kunnen voorkomen: het is soms ook de doelstelling zelf van de stakingsactie die deze weerstanden kunnen verklaren, bijvoorbeeld als het om een politieke staking gaat, ingegeven door persoonlijke motieven of andere motieven van ideologische of partijpolitieke aard. Het komt ook voor dat de motieven goed bevonden worden maar onvoldoende om het voorwerp van een staking uit te maken, of in elk geval van een lange staking, omwille van de offers die een dergelijke actie vergt en van het gevaar dat zij inhoudt op het vlak van de schade aan het materieel en de werkgelegenheid.

Nochtans kan het ook voorkomen dat de werkgever of de overheid een staking aanvechten door zonder bewijzen en zonder ernstige aanwijzing te stellen dat de actie slechts gewild wordt door een minderheid van de stakers, die de tegenstanders van de actie terroriseren en manipuleren.

Er is maar een zaak te doen om te weten of een stakingsactie al dan niet effectief wordt gevolgd en vrijwillig goedgekeurd wordt: die bestaat erin de betrokkenen te raadplegen en hun veiligheid te waarborgen, ongeacht de uitslag van deze raadpleging. Het is deze raadpleging die dit wetsvoorstel wil regelen.

Het voorstel maakt deze consultatie niet verplicht voor elke staking, maar creëert de mogelijkheid om ze te organiseren. Dit voorstel heeft niets te maken met bepaalde voorstellen in andere landen die de geheime

secret dans les assemblées syndicales. L'immixtion des pouvoirs publics dans les procédures internes des syndicats, fût-ce pour les démocratiser, serait déjà en soi atteinte à la liberté syndicale.

La question n'est pas ici de savoir si un syndicat démocratiquement consulté ses membres avant lancer un mot d'ordre de grève, mais bien si c'est volontairement que le personnel concerné suit le d'ordre. A cette fin, la proposition prévoit la possibilité d'exiger l'organisation d'un référendum là où une grève est en cours depuis un certain temps.

La procédure de référendum doit être réglée arrêté royal, parce que la spécificité des situations et enseignements de l'expérience pourront commander des perfectionnements fréquents. Il importe toutefois que la loi impose d'emblée le respect de certains principes. Le référendum n'a pas lieu pour chaque grève, mais seulement lorsqu'on sent le besoin de vérifier une grève est poursuivie sous l'effet d'une intimidation.

Afin de protéger les travailleurs qui demandent référendum, il faut que l'identité des demandeurs reste confidentielle et que le scrutin soit secret. Et comme ces précautions pourraient s'avérer insuffisantes pour rassurer ceux qui craignent des représailles, il faut le gouvernement puisse leur épargner ce risque ordonnant lui-même le référendum, qu'il s'agisse secteur privé ou du secteur public.

Il est à prévoir que lorsque le gouvernement usera cette prérogative, on l'accusera toujours de ne chercher en fait qu'à briser la grève, ou du moins à la déconsidérer. Toutefois, les organisateurs d'un mouvement auquel les participants se joignent de leur plein n'ont rien à craindre d'un référendum imposé. Il cependant préférable, notamment pour cette raison, que l'arrêté royal soit délibéré en Conseil des ministres.

L'employeur comme tel n'est pas habilité à déclencher la procédure conduisant au référendum, prévue par la proposition de loi. Néanmoins, le texte ne interdit nullement d'en organiser un, comme certains employeurs l'ont déjà fait. La proposition ne règle les référendums demandés par une partie du personnel ou ordonnés par le gouvernement.

C'est en raison du même souci de protéger le personnel contre une intimidation éventuelle que les résultats du référendum s'apprécieront en considérant proportion du personnel qui approuve la poursuite mouvement et du personnel habilité à voter (et non nombre des participants au vote). Une telle proportion est à

stemming willen invoeren bij syndicale vergaderingen.

Een interventie van de overheid in de interne werking van een werknemersorganisatie, zelfs met de bedoeling om deze te democratiseren, is op zichzelf reeds een aantasting van de vakbondsvrijheid.

Het probleem dat hier wordt gesteld, bestaat er niet in te weten of een werknemersorganisatie haar leden democratisch heeft geraadpleegd voor zij een staking uitroepen, maar wel of de staking vrijwillig door alle betrokken werknemers wordt gevolgd. Met deze doelstelling regelt het onderhavige voorstel de mogelijkheid om de organisatie van een referendum te eisen wanneer een staking reeds enige tijd aan de gang is.

De procedure van het referendum moet geregeld worden bij koninklijk besluit omdat de specifieke toestand bij een bepaalde staking en de lessen uit de ervaring verschillende aanpassingen nodig kunnen maken. Het is echter van belang dat bij wet een aantal algemene principes worden geregeld. Het referendum moet niet bij elke staking georganiseerd worden, maar alleen wanneer men van mening is dat moet gecontroleerd worden of de voortzetting van de staking niet onder dwang gebeurt.

Om de werknemers die de aanvraag om een referendum indienen te beschermen, moet de identiteit van de aanvragers geheim blijven en moet de stemming geheim zijn. Daar de voorzorgen ontoereikend zouden kunnen zijn om diegenen gerust te stellen die vergeldingsmaatregelen vrezen, is het nodig dat de overheid hun dit risico niet laat lopen door zelf een referendum op te leggen, hetzij in de openbare sector of in de particuliere sector.

Het is te voorzien dat wanneer de overheid van deze mogelijkheid gebruik zal maken, men steeds het verwijt zal formuleren dat men de bedoeling heeft de staking te breken of tenminste dat men de staking afkeurt. Nochtans hoeven de organisatoren van een actie die vrijwillig gevolgd wordt, niets te vrezen van een opgelegd referendum. Mede om die reden is het echter verkieslijk om over een dergelijke beslissing van de regering te overleggen in Ministerraad.

Het wetsvoorstel geeft aan de werkgever als dusdanig niet de mogelijkheid om de aanvraagprocedure in te stellen. Nochtans verbiedt het wetsvoorstel hem niet een referendum te organiseren, zoals sommige ondernemers overigens reeds gedaan hebben. Dit voorstel wil alleen het referendum regelen gevraagd door een deel van het betrokken personeel of door de regering.

Om het personeel tegen een eventuele intimidatie te beschermen, zal als resultaat de verhouding genomen worden tussen het aantal werknemers die de voortzetting van de actie goedkeuren en het aantal kiesgerechtigden (dus niet het aantal deelnemers aan de stemming). Bovenvermelde verhouding verdient de

préférer étant donné que ceux que l'on soupçonne de souhaiter la cessation de la grève pourraient être dissuadés de voter. Or, on ne peut songer à imposer la participation au scrutin, ni à interdire les piquets de grève.

Un autre principe à consacrer dans la loi même est celui de la formulation des questions qui doivent être posées sans équivoque. Aussi la formule doit-elle en être fixée par la loi, ainsi que les réponses possibles.

L'article 7 garantit l'impossibilité d'une confusion entre une désapprobation éventuelle de la poursuite du mouvement et une désapprobation de la grève antérieure au référendum. Certes, chaque votant, devant répondre par oui ou par non ou par un vote nul, peut décider que sa position dépendra du contenu des propositions patronales, syndicales ou gouvernementales successives. Mais comme il est illusoire de garantir le libellé correct de celles-ci sur des bulletins de vote ou des affiches, chacun votera en fonction de ce qu'il sait de l'attitude des parties en présence.

Si l'issue du référendum est défavorable à la poursuite du mouvement, ceux qui le poursuivront néanmoins seront passibles d'une sanction. Il n'est pas question de sanction pénale. Dans le secteur privé, la sanction consiste en une modification du régime juridique du licenciement. Si le travailleur est licencié avec préavis parce qu'il a poursuivi cette grève, il ne peut en aucun cas réclamer d'indemnité pour rupture abusive. S'il bénéficie d'une protection particulière en raison de son appartenance au conseil d'entreprise ou au comité de sécurité, il devra se contenter de l'indemnité de préavis prévue pour un salarié ordinaire. En effet, la protection particulière en question ne se justifie que par le mandat de représentant des travailleurs et il sort de son rôle en poursuivant un mouvement que la majorité n'approuve plus.

Il se peut enfin que le travailleur continuant la grève soit licencié sans préavis. Dans ce cas, il aura droit en principe à l'indemnité de préavis, mais il ne peut être question de condamner l'employeur pour rupture abusive ni d'appliquer les règles relatives aux travailleurs spécialement protégés. Si le licenciement sans préavis réunit les conditions indiquées par la loi pour former un licenciement pour motif grave, même l'indemnité de préavis n'est pas due. Toutefois, le texte proposé ne réduit en rien le pouvoir d'appréciation du juge quant à l'existence ou non d'un motif grave. Le référendum apporte au juge un élément de fait nouveau, mais le

voorkeur daar degenen van wie men kan vermoeden dat zij de stopzetting van de stakingsactie wensen, kunnen ontmoedigd worden om te stemmen. Men kan echter niet in een verplichte stemming voorzien, noch stakingspiketten verbieden.

Een ander principe dat in de wet zelf behoort te worden geregeld, is dat van de formulering van de vraagstelling. Daar de vraag zonder dubbelzinnigheid dient gesteld te worden, past het de vraagformule alsook de mogelijke antwoorden in de wet te preciseren.

Artikel 7 waarborgt dat er geen verwarring mogelijk is tussen een eventuele afkeuring van een voorzetting van de stakingsactie en een afkeuring van de staking vóór het referendum. Elke deelnemer aan de stemming moet antwoorden met ja of neen of zich onthouden. Hij kan zijn houding laten afhangen van de inhoud van de diverse opeenvolgende voorstellen van de werkgever, de werknemersorganisaties of de regering. Daar het onmogelijk is de correcte weergave van de voorstellen te waarborgen op stembiljetten of op affiches, zal iedereen stemmen naargelang van het standpunt van de diverse partijen.

Indien de uitslag van het referendum ongunstig is voor de voortzetting van de stakingactie, kunnen zij die de actie voortzetten een sanctie oplopen. Er is geen sprake van strafrechtelijke sancties. Voor de particuliere sector bestaat de sanctie hierin dat de rechtsregeling van afdanking gewijzigd wordt. Indien de werknemer deze actie voortzet, heeft hij bij ontslag geen recht op een schadevergoeding voor onrechtmatig ontslag. Wanneer het om een werknemer gaat die een speciale bescherming geniet als lid van de ondernemingsraad of als lid van het veiligheidscomité, zal hij slechts een beroep kunnen doen op de opzegvergoeding zoals voor een gewone werknemer. Immers, de speciale bescherming kan slechts verantwoord worden door hun mandaat van vertegenwoordiger van de werknemers, een rol waar ze in feite buiten treden indien de meerderheid van de werknemers de voortzetting van de staking niet heeft goedgekeurd.

Tot slot kan het voorkomen dat de werknemer die een niet-goedgekeurde staking voortzet wordt ontslagen zonder opzegging. In dat geval heeft hij in principe recht op de opzeggingsvergoeding, maar in geen geval kan de werkgever veroordeeld worden voor onrechtmatig ontslag en kunnen de regels inzake de werknemers met speciale bescherming worden toegepast. Indien bij een ontslag zonder opzegging alle wettelijke elementen voorhanden zijn van een ontslag om dringende redenen, is ook deze opzeggingsvergoeding niet vereist. Maar de voorgestelde tekst tast in geen enkel opzicht de beoordelingsvrijheid van de rechter aan

juge reste libre d'apprécier si la poursuite de la grève après un référendum défavorable constitue, à elle seule ou jointe à d'autres éléments, un motif grave. Il est même possible qu'il juge qu'à elle seule, cette poursuite ne constitue jamais un motif grave.

Dans un service public, le gouvernement peut faire organiser le même référendum, même s'il n'a sur ce service qu'un pouvoir de tutelle. Si le résultat de ce référendum n'est pas favorable à la poursuite de la grève, la sanction est d'ordre disciplinaire. La proposition part de l'idée que la grève n'est pas juridiquement permise, bien que ce soit un fait fréquent et souvent toléré, même dans les services publics.

Elle peut donc avoir des suites disciplinaires dans l'état actuel des textes, de sorte qu'il n'est pas nécessaire que la présente proposition de loi en prévoie. Dans le cas de la poursuite d'une grève désapprouvée par référendum, la situation de l'agent sur le plan disciplinaire est aggravée par le fait que l'autorité disciplinaire n'est pas libre d'apprécier l'opportunité d'une procédure disciplinaire: elle doit, en pareil cas, se saisir du dossier. L'autorité doit continuer à disposer d'une totale liberté d'appréciation tout au long de la procédure; mais le fait que la procédure doit nécessairement être entamée constitue déjà une sanction, surtout au vu des usages actuels, où diverses autorités ferment les yeux sur des actions de grève, alors qu'aucun texte réglementaire ne le permet.

inzake het al dan niet aanwezig zijn van een dringende reden. Het referendum betekent voor de rechter een nieuw feit, maar rechter behoudt alle vrijheid om te oordelen over de vraag of de voortzetting van een niet-goedgekeurde staking op zich, of samen met andere motieven, een dringende reden is. Het is zelfs mogelijk dat de rechter oordeelt dat de voortzetting van een staking op zichzelf, nooit een dringende reden vormt.

In de openbare sector kan ook de overheid hetzelfde referendum laten organiseren, zelfs in de diensten waarover zij slechts een voogdijbevoegdheid heeft. Indien het resultaat van dit referendum niet gunstig is voor de voortzetting van de staking, wordt een actie van disciplinaire aard doorgevoerd. Het wetsvoorstel gaat ervan uit dat een stakingsactie juridisch niet toegestaan is, ondanks het feit dat zij vrij vaak voorkomt en dikwijls wordt geduld, zelfs in de openbare sector.

Deze actie kan dus disciplinaire gevolgen hebben volgens de bestaande regeling ter zake, zodat het in het onderhavige wetsvoorstel niet noodzakelijk is in bijzondere regels te voorzien. Ingeval een niet-goedgekeurde staking wordt voortgezet, verergert de situatie van de betrokken ambtenaar op disciplinair vlak doordat de tuchtoverheid niet vrij is de opportuniteit van de disciplinaire procedure te beoordelen: deze overheid is in een dergelijk geval verplicht het dossier te behandelen. In de loop van de procedure behoudt de betrokken overheid echter volledig haar beoordelingsvrijheid: maar het feit dat de procedure in elk geval moet ingesteld worden, betekent op zich zelf reeds een sanctie, vooral gezien de huidige gebruiken waarbij verschillende overheden de ogen sluiten voor stakingsacties, wat hun in feite niet toegestaan is volgens de reglementering.

Annemie TURTELBOOM (VLD)
Hilde VAUTMANS (VLD)
Miguel CHEVALIER (VLD)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

La présente loi s'applique aux entreprises où des travailleurs sont occupés en vertu d'un contrat de travail, ainsi qu'à tout service public.

Pour son application, on entend par entreprise, l'unité technique d'exploitation au sens de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Pour l'application de la présente loi, sont assimilés aux travailleurs, les apprentis de même que les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de louage de travail, fournissent des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne.

Art. 3

Pour l'application de la présente loi, on entend par action de grève toute action collective organisée dans le dessein d'exercer une pression et qui a pour effet de suspendre ou de perturber le travail dans tout ou partie de l'entreprise ou du service public, quels que soient la cause et l'objectif de cette action.

Art. 4

Un référendum doit être organisé lorsqu'au moins 5% des travailleurs de l'entreprise ou du service public concernés en font la demande par écrit, adressée au plus tôt le troisième jour ouvrable qui suit celui du déclenchement effectif de la grève, à l'inspecteur de la législation sociale compétent.

Ne peuvent demander le référendum, les travailleurs inscrits depuis moins d'un an au registre du personnel, les travailleurs en période de préavis, les travailleurs dont le contrat de travail est suspendu indépendamment de la grève, le personnel de direction au sens de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, et les travailleurs n'appartenant pas aux catégories au sein desquelles la grève a lieu.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Deze wet is van toepassing op de ondernemingen waar werknemers tewerkgesteld zijn krachtens een arbeidsovereenkomst, alsook op elke openbare dienst.

Voor de toepassing van deze wet verstaat men onder onderneming, de technische bedrijfseenheid in de zin van de wet van 20 september 1948 houdende de organisatie van het bedrijfsleven.

Voor de toepassing van deze wet worden de leerlingen, alsook de personen die anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst arbeidsprestaties leveren onder het gezag van een andere persoon gelijkgesteld met werknemers.

Art. 3

Voor de toepassing van deze wet wordt onder stakingsactie verstaan, elke collectieve actie die georganiseerd wordt met het doel pressie uit te oefenen en tot gevolg heeft dat het werk in de openbare dienst of in de onderneming of een deel ervan, wordt stopgezet of bemoeilijkt, ongeacht de oorzaak of de doelstelling van deze actie.

Art. 4

Er moet een referendum worden georganiseerd, indien ten minste 5% van de werknemers van de betrokken onderneming of openbare dienst daarom verzoeken bij een schrijven gericht aan de bevoegde inspecteur van de sociale wetgeving, ten vroegste de derde werkdag volgend op de dag waarop de stakingsactie effectief een aanvang neemt.

De werknemers die minder dan één jaar ingeschreven zijn in het personeelsregister, de werknemers wie ontslag is aangezegd, de werknemers van wie de arbeidsovereenkomst werd geschorst onafhankelijk van de stakingsactie, het leidinggevend personeel in de zin van de wet van 20 september 1948 houdende de organisatie van het bedrijfsleven en de werknemers die niet behoren tot de categorieën betrokken bij de stakingsactie, kunnen het referendum niet aanvragen.

Dans un service public, seuls les agents nommés à titre définitif peuvent demander le référendum.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, ordonner, au plus tôt le troisième jour ouvrable qui suit celui du déclenchement effectif de la grève, l'organisation d'un même référendum par le fonctionnaire qu'il désigne.

Art. 5

Aussitôt que le fonctionnaire visé à l'article 4 est saisi de la demande, il doit faire procéder d'urgence au référendum.

Il peut requérir de l'employeur, de l'administration communale, de l'administration provinciale, de La Poste et des greffiers des tribunaux, tous moyens matériels et toute assistance qu'il jugera nécessaires pour l'organisation du référendum, afin de garantir son déroulement rapide et démocratique.

Art. 6

Le fonctionnaire visé à l'article 4 note les noms et adresses des demandeurs. Il garde leur identité secrète.

Art. 7

Le référendum portera exclusivement sur la question de savoir si la grève doit être poursuivie. Il ne peut être répondu que par «oui» ou par «non». Le référendum lieu au scrutin secret. La participation au vote est libre. Elle est réservée aux travailleurs du service ou de l'entreprise où la grève se déroule, à l'exclusion de ceux qui sont visés par l'article 4, alinéas 2 et 3.

Art. 8

Le fonctionnaire désigné à l'article 4 préside le bureau du référendum. Il choisit ses assesseurs et doit admettre comme observateurs notamment un représentant de chaque organisation syndicale représentée dans l'entreprise, un représentant de l'employeur et, le cas échéant, une personne mandatée par les travailleurs ayant demandé le référendum.

In een overheidsdienst kunnen enkel de vastbenoemde personeelsleden het referendum aanvragen.

De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad door de ambtenaar die hij aanwijst, de organisatie van een zelfde referendum opleggen ten vroegste de derde werkdag volgend op de dag waarop de stakingsactie effectief van start ging.

Art. 5

Zodra de ambtenaar, als bedoeld in artikel 4, kennis heeft van de aanvraag, moet hij bij urgentie overgaan tot het organiseren van het referendum.

Ten einde het referendum snel en democratisch te laten verlopen, kan hij voor de organisatie van dat referendum, een beroep doen op alle materiële steun en alle medewerking die hij nodig acht van de werkgever, de gemeentelijke diensten, de provinciale diensten, de Post en de griffiers van de rechtbanken.

Art. 6

De ambtenaar als bedoeld in artikel 4 noteert de naam en het adres van de aanvragers. Hij houdt hun identiteit geheim.

Art. 7

Het referendum betreft enkel de vraag of de stakingsactie wordt voortgezet. Bij de stemming heeft men slechts de keuze tussen «ja» of «nee». De stemming bij het referendum is geheim. De deelname aan de stemming is vrij. De stemming is voorbehouden aan de werknemers van de dienst of van de onderneming waar de stakingsactie gevoerd wordt, met uitsluiting van de werknemers als bedoeld in artikel 4, tweede en derde lid.

Art. 8

De ambtenaar als bedoeld in artikel 4 zit het bureau van het referendum voor. Hij kiest zijn bijzitters en is verplicht waarnemers te aanvaarden, in het bijzonder één vertegenwoordiger van elke werknemersorganisatie vertegenwoordigd in de onderneming, één vertegenwoordiger van de werkgever en, in voorkomend geval, een gemandateerde van de aanvragers van het referendum.

Art. 9

Dans les vingt-quatre heures de la clôture du scrutin, le fonctionnaire désigné à l'article 4 proclamera les résultats et les fera afficher à l'entrée de l'entreprise ainsi qu'aux endroits de celle-ci où sont habituellement apposés des avis.

Dans le même délai, il adressera ces résultats:

1° au président du tribunal de première instance ou du tribunal du travail compétent;

2° à l'employeur;

3° au Premier ministre, si le référendum a été ordonné par arrêté royal.

Art. 10

Si un travailleur engagé dans les liens d'un contrat de travail est licencié pour le motif, unique ou mentionné parmi d'autres, qu'il a poursuivi une grève alors que la majorité des membres du personnel appelés à voter ne s'est pas prononcée pour la poursuite de cette grève lors du référendum prévu par la présente loi, le juge ne pourra en aucun cas condamner l'employeur pour licenciement abusif, ni appliquer les dispositions légales portant une protection spéciale contre le licenciement en faveur des membres des conseils d'entreprise ou des comités de sécurité et d'hygiène ou des candidats aux élections organisées pour former ces conseils et comités.

Si le référendum a eu lieu dans un service public et que la majorité des agents appelés à voter n'a pas approuvé la poursuite de la grève, l'autorité disciplinaire compétente doit se saisir du dossier de l'agent qui a poursuivi cette grève.

Art. 11

Le Roi règle, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de la demande, de l'organisation et de la publication des résultats du référendum.

21 mars 2005

Art. 9

Binnen vierentwintig uur na de sluiting van de stem-bureaus, maakt de ambtenaar, als bedoeld in artikel 4, de resultaten bekend en plakt hij ze aan de ingang van de onderneming en op de plaatsen waar berichten gewoonlijk worden uitgehangen.

Binnen dezelfde termijn zal hij de resultaten overzenden:

1° aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of aan de voorzitter van de arbeidsrechtbank van het betrokken rechtsgebied;

2° aan de werkgever;

3° aan de eerste minister indien het referendum werd opgelegd bij koninklijk besluit.

Art. 10

Indien een werknemer onder arbeidscontract wordt afgedankt omdat hij, naast eventuele andere motieven, een stakingsactie heeft voortgezet terwijl de meerderheid van de stemgerechtigde leden van het personeel zich niet heeft uitgesproken voor de voortzetting van die actie bij een referendum zoals bepaald bij deze wet, kan de rechter in geen geval de werkgever veroordelen wegens onrechtmatig ontslag en kan hij evenmin de wettelijke bepalingen invoeren betreffende de speciale bescherming tegen afdanking ten voordele van de leden van de ondernemingsraden, van de leden van de comités voor veiligheid en hygiëne of van de kandidaten voor deze raden en comités.

Indien het referendum betrekking heeft op een openbare dienst en de meerderheid van de stemgerechtigde ambtenaren de voortzetting van een stakingsactie niet heeft goedgekeurd, wordt het dossier van de ambtenaar die de actie voortzet overgezonden aan de betrokken tuchtoverheid.

Art. 11

De Koning stelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, nadere regels vast voor het verzoek, de organisatie en de bekendmaking van de uitslag van het referendum.

21 maart 2005

Annemie TURTELBOOM (VLD)
Hilde VAUTMANS (VLD)
Miguel CHEVALIER (VLD)